



Auxerre, 19 mars : des ouvriers menacés de licenciement invitent leur patron à la manif

Saint-Nazaire : seconde manche

Le 19 mars ou l'heure de la revanche. L'humeur n'est ni à la balade, ni aux slogans et les silences sont ponctués par les détonations des pétards et des fusées. On arrive au point de dispersion et pas un flic en vue...

Pourtant des centaines de manifestant-es commencent à se masquer et dépaivent la place pour se fournir en projectiles. Tout le monde se dirige vers la sous-préfecture, là où sont postés les rares flics qui ne se cachent pas. Alors certain-es vont les chercher à coups de pierres, de fusées et de cocktails molotov pendant que d'autres préparent les projectiles et surveillent les rues adjacentes. Plusieurs policiers en civil se font tabasser en essayant de procéder à des interpellations. C'est le 19 mars à Saint-Nazaire et c'est la manifestation de la grande journée syndicale nationale qui a réuni plus de 15000 personnes. La police ne reprendra le contrôle de la situation qu'avec l'arrivée des renforts de Nantes, plusieurs heures plus tard. 17 personnes seront interpellées et écoperont pour la plupart de peines de prison ferme.

Ce qui c'est passé ce jour-là ne sort pas de nulle part, le contexte était déjà bien agité. Saint-Nazaire, c'est un des plus grands ports de France, la plupart des habitant-es y travaillent ou vivent grâce à son économie. Alors le projet de loi sur l'autonomie des ports fait grincer des dents. Depuis le 8 avril 2008, le port de Saint-Nazaire est régulièrement bloqué et les bateaux ne sont plus déchargés comme dans une dizaine d'autres villes en France. Depuis le début du mouvement, on devrait approcher les 500000 tonnes de pertes sèches soit plus de 40% de baisse du trafic de conteneurs. Mais c'est surtout la baisse des effectifs et la mise en compétition entre les salarié-es et les

intérimaires qui a accru la tension.

La manifestation du 19 mars vient après celle du 29 janvier qui a déjà été l'occasion pour les Nazairien-es d'exprimer leur colère. Entre la révolte des salarié-es du port et un mouvement lycéen qui a été assez fort quelques mois auparavant, la tension était déjà palpable.

Une fois la manifestation terminée, devant la sous-préfecture, de nombreux manifestant-es stagnent, des insultes sont scandées et quelques projectiles lancés. Se sentant encerclés, les flics ont alors envoyé une pluie de lacrymos. La riposte ne s'est pas faite attendre. Après avoir enfoncé les portes de la sous-préfecture, pendant près de 4 heures, plusieurs milliers de personnes, lycéen-es, dockers, métallos, chômeur-es et syndicalistes vont affronter les flics, à coups notamment de grande baffe dans la gueule, spécialité des dockers et des grutiers. La police complètement dépassée a alors répondu par des centaines de lacrymos et de grenades assourdissantes. Bilan : de nombreuses interpellations dont une quinzaine de procès et 2 incarcérations ; une personne est grièvement blessée au pied à cause d'une grenade.

Suite à ces arrestations, un collectif de personnes s'est organisé, plus de 70 personnes se sont retrouvées pour créer le CODELIB (comité de défense des libertés). En plus du soutien juridique et moral qu'ils apportent aux inculpés, ils ont aussi organisé une manifestation début mars contre la répression et la criminalisation des luttes sociales. Mais cela a surtout permis d'être encore plus réactif lors de la manifestation du 19 mars, de susciter de nombreuses rencontres et d'élaborer tout doucement de la politique, au-delà des quelques "temps forts" syndicaux nationaux.

Guadeloupe partout, Grèce générale

Les grands défilés du 29 janvier et du 19 mars 2009 ont été un succès, se félicitent Chêrèque et consort. 3 millions de personnes, 1995, CPE, mai 68. Mais au-delà des chiffres et des étalons historiques, ce qu'il y a à retenir de ces journées pensées par les centrales syndicales comme des moyens de canaliser le mécontentement, dans des formes policées et bimestrielles, c'est que quelque chose a commencé à y déborder les lignes de SO et les séparations corporatistes.

Le 29 à Grenoble, une partie du cortège s'occupe des abords du défilé pour laisser une trace plus persistante : des tags, des affiches, des jets de peinture pour appeler à une grève générale illimitée. Les cibles sont variées : presse locale, chambre de commerce, société de transports en commun... Puis manif sauvage, où les fumigènes donnent une ambiance propice aux débordements : des pubs sont attaquées, une Porsche incendiée, des vitrines brisées.

À Paris, à la fin de la manif place de l'Opéra, alors que le gros des cortèges continuent d'arriver sur la place, spontanément certain-es veulent prolonger la manif jusqu'à l'Élysée. Les flics encerclent, lançant les hostilités : barricades en flammes et jets de projectiles.

À Saint-Nazaire, la manifestation a rassemblé plus de 18 000 personnes et s'est terminée par quatre heures d'affrontements avec les forces de l'ordre dans une ambiance de guérilla urbaine.

Ces événements semblaient pour une bonne part spontanés, les manifestant-es profitant de la situation pour dire plus que les mots d'ordre syndicaux. Pourtant le mois-et-demi qui a connu depuis l'élargissement du mouvement dans les facs, la multiplication des grèves et journées d'action dans les entreprises, les annonces quasi quotidiennes de licenciements voire de fermetures d'entreprises, les victoires de la grève générale dans les Antilles, change la donne et fait voir la grève interprofessionnelle du 19 mars dans une perspective nouvelle.

D'abord, on a vu fleurir ça et là des initiatives d'assemblée générale interprofessionnelle, accordées de plus ou moins bonne grâce par les directions syndicales locales. À Grenoble, l'AG débouchera même sur une action d'auto-réduction en soutien aux Caterpillar. Dans d'autres villes, ce sont des AG regroupant tous les travailleur-es de l'éducation qui ont commencé à étendre l'organisation du mouvement au-delà des préoccupations catégorielles.

Mais c'est surtout dans leur détermination à tenir la rue que les manifestant-es ont témoigné de leur volonté offensive. À Nantes, cela commence par un débat pratique entre le bloc étudiant et le cortège intersyndical pour définir le parcours : embrouille, quelques coups et finalement scission, qui n'auront certes pas renforcé "l'unité", mais qui auront eu le mérite de poser à tous la question du sens des manifs, dans la double signification du terme - où va-t-on, et pour y faire quoi ? Le soir, une manif sauvage finit en mini-émeute, avec des barricades en flammes, une vingtaine de vitrines brisées et quelques pillages (dont celui du monoprax qui avait déjà été la cible d'une autoréduction quelques jours auparavant).

À Lyon, Lille, Grenoble, Strasbourg, les étudiant-es ont eux aussi tenter de s'organiser en bloc pour se dégager des marges de manœuvre au sein du défilé. Affrontements à l'issue de la manif à Rennes (tentative d'occupation de la gare), à Toulouse (après l'intervention violente des flics suite à une autoréduc - un manifestant perdra un œil à cause d'un tir de Flash-Ball), à Paris (où malgré jets de projectiles et barres de fer, les manifestant-es n'auront pu échapper à la nasse policière qui semble devenir un classique des fins de manifs dans la capitale), à Saint-Nazaire.

Partout, sans forcément de concertation et sur des modes différents, le carcan de la "journée d'action" se craquèle. Pour s'assurer que le caractère ritualisé des journées syndicales préviendra tous débordements, la date du 1^{er} mai a été retenue pour la prochaine mobilisation.

Pas sûr que ça suffise.

SANS PRÉAVIS



Bref aperçu...

3 FÉVRIER : un début de pénurie de carburant affecte la Corse en raison d'un mouvement social qui touche les deux dépôts pétroliers de l'île, propriété du groupe Total. "*Le mouvement a débuté en raison de mesures disciplinaires prises contre 3 employés*". Les salarié-es ont, dès le début, reçu le soutien des conducteurs des camions-citernes et des chauffeurs de Haute-Corse.

3 MARS : auto-réduction (réquisition de marchandises) dans un Monoprix, organisée par des étudiant-es de Paris I.

5 MARS : blocage de l'équipementier automobile Faurecia à Auchel suite à l'annonce par la direction de la fermeture du site d'ici fin 2010.

6 MARS : à Paris, des salarié-es de l'équipementier automobile Valeo manifestent contre un plan de restructuration de leur entreprise prévoyant 1 600 suppressions de postes. Ils tentent de pénétrer dans le siège de la société avant d'être repoussés par les forces de l'ordre. Les 800 manifestant-es ont fait front, tirant des pétards et lançant des tomates sur les CRS. Le même jour, après la manif de l'éducation, quelques centaines de manifestant-es bloquent l'accès aux trains à la gare Montparnasse.

7 MARS : une quinzaine d'agents du port de Marseille opposés à la réforme portuaire ont bloqué le terminal croisières. Cagoulés, ils ont notamment placé des grues en travers de certains postes, empêchant l'accostage d'un navire de croisières. 2 jours plus tard c'est le port de commerce de Toulon qui est bloqué par des dockers, inquiets pour la suspension d'une ligne reliant le Var à l'Italie.

10 MARS : une centaine d'agents portuaires bloquent les portes d'accès aux bassins Est du port de Marseille pour protester contre l'évacuation par les forces de l'ordre des salarié-es de l'Union Navale Marseille (UNM), dont la liquidation judiciaire a été prononcée le matin même. L'Université de Toulouse-II-Le Mirail est fermée à la suite de l'occupation des locaux administratifs par une centaine d'étudiant-es. Même scénario à l'université Montpellier III 2 jours plus tard.

11 MARS : début de la grève chez Continental contre la décision de fermer le site de Clairoux et le site allemand de Hanovre (780 employés).

Le même jour à Toulouse : auto-réduction à Supercasino. "*Ils volent aux riches pour donner aux pauvres*" (*La dépêche du midi*). Une quarantaine de précaires de l'AG inter-luttes sortent pour 4000 € de nourriture (6 chariots). 7 personnes se font serrer et comparaitront devant le tribunal correctionnel le 8 septembre pour vol en réunion. "*Moi je n'oserais pas, mais ils ont raison*", juge Estelle, une mère de famille croisée quelques jours plus tard à la sortie du même magasin. Le 11 mars toujours, une autre auto-réduction a lieu au Carrefour Market de Villejean (Rennes). 2 étudiants et un habitant du quartier sont interpellés. Peu après, quatre agents sont pris à partie par plusieurs dizaines de personnes et contraints de se barricader dans le poste de police, qui subit de sérieuses dégradations. Le len-

Caterpillar : "Nous ne paierons pas leur crise."

31 mars : les ouvriers de Caterpillar font la "Une" des journaux. Après un mois et demi de lutte passée sous silence, 5 de leurs dirigeants dont le directeur général de Caterpillar France sont séquestrés pendant une nuit. Brutale irruption sur la scène médiatique... Pour Sarkozy, ce sont des manières de "voyou". Mais les grévistes ne s'en laissent pas compter : alors qu'un représentant de la CFDT demandait un entretien à l'Élysée, ils envoient bouler le président de la république et son mépris. "*Si tu veux nous parler, t'as qu'à te bouger!*".

Parce que la lutte ne date pas d'hier. À Grenoble, ça fait plusieurs semaines que se succèdent les piquets vindicatifs, les barricades enflammées, l'occupation de l'usine. Et puis il y a les manifs, les auto-réductions, les repas pris en commun autour d'une cantine improvisée et de braseros...

Les revendications ? En fait, les travailleur-es n'ont plus que la prime de licenciement à négocier. Vu que la crise c'est cette opportunité offerte au premier constructeur mondial de bulldozers de licencier 22 000 personnes dont 733 sur les sites de Grenoble et Echirolles (sur 2 700 salarié-es).

L'annonce des licenciements est tombée en début d'année. Elle fait suite à de nombreux mois de chômage partiel (avec perte de 30% du revenu). Pas mal de travailleur-es se sont retrouvés le couteau sous la gorge. C'est mi-février que les ouvrier-es décident de s'organiser. Des piquets de grève sont montés pour mettre la pression sur l'administration et des rassemblements devant les deux sites de l'usine en entraînent un blocage partiel. Des voisin-es, des étudiant-es et des précaires en lutte les y rejoignent, montent une cantine pour nourrir tout le monde. À chaque passage, les non-grévistes, principalement des cadres de l'entreprise, reçoivent une pluie d'insultes et de projectiles. Les livraisons sont empêchées, la tension monte. Un tir de fumigène vient même interrompre les négociations et le 27 février, les salarié-es décident de bloquer complètement la boîte. Les flics mettront rapidement fin à cette tentative mais dès le 2 mars, les grévistes remettent ça et invitent à nouveau les étudiant-es et précaires à les rejoindre. Les négociations stagnent. La direction ose même faire du chantage aux futurs licenciés ("*on oublie vos débordements si vous acceptez gentiment les primes misérables de licenciement qu'on vous propose*"). Le 18 mars, les salarié-es décident d'envahir le bâtiment. Suite à cette première occupation et à la venue des flics, la préfecture nomme 2 médiateurs. Le 19 mars, suite à la manifestation et à l'AG sur la "convergence des luttes" qui s'est tenue à la Bourse du travail, une auto-réduction est organisée avec des ouvrier-es en lutte et les denrées récoltées leur sont redistribuées. L'occasion d'éprouver les rencontres. L'idée a manifestement fait son chemin : la lutte ne peut se cantonner sur les sites. Le 28 mars, c'est entre 300 et 400 salarié-es qui partent en manifestation sauvage avec en banderole de tête "*Nous ne paierons pas leur crise*". La manif est ponctuée de blocages de carrefours, des rails de tram et de la gare aux cris de "*Aux armes ! Aux armes ! Nous sommes les ouvriers, en guerre contre cater*". Suite aux négociations menées avec les médiateurs, la direction de Caterpillar a concédé un peu plus d'argent pour les primes de départ et de licenciement, mais les sommes accordées restent assez éloignées des revendications des ouvrier-es. Alors le 31 mars, 5 cadres de Caterpillar sont retenus dans leurs bureaux pour qu'ils acceptent d'entamer des négociations et pour que le préfet nomme un nouveau médiateur. Malgré la forte présence policière toute la journée, les flics ne sont pas intervenus. Mercredi 1^{er} avril, les costards-cravates sont libérés. Les "négociations" devraient reprendre et les 3 derniers jours de grève leur sont payés. Le 7 avril, alors que des négociations sont en cours, 200 salarié-es se rassemblent devant la direction départementale du travail et balancent oeufs et pétards tandis que 200 autres organisent un péage gratuit.

La lutte à Cater est en cours. Elle cherche ses formes et ses complicités, elle s'ancre depuis les sites et se diffuse dans la ville. Et elle s'alimente à la fois de toutes ces rencontres, de ces petites trouvailles matérielles (la cantine, les pneus qu'on dégote un peu partout...). Surtout il y a toute la colère accumulée : contre le patron qui dégraisse pour s'en mettre encore plus dans les poches, contre les petits chefs et la discipline d'usine, contre cette vie perdue à la gagner et qu'on hypothèque comme ça parce que "*vous savez, c'est la crise*".

demain un autre jeune, désigné comme “meneur des manifestants”, est appréhendé et condamné en comparution immédiate à 3 mois ferme.

12 MARS : à Paris, blocage de la gare de Lyon après la manif de l'éducation. Une arrestation. Dans la même journée, un feu d'origine criminelle a endommagé une installation Télécom sur la commune de Bressols, privant de réseau les clients abonnés chez Bouygues. À Nîmes, le Comité régional d'action viticole (CRAV) revendique le déversement de quelque 11 000 hectolitres de vin dans un groupement de caves coopératives. Les dégâts sont estimés à environ 500 000 euros. Début mars, un domaine viticole de l'Hérault avait été la cible d'un engin explosif endommageant des bureaux et une salle de réunion. Là encore, les enquêteurs avaient retrouvé trois inscriptions “CRAV”.

Le 12 mars encore, le directeur de l'usine Continental de Clairoix doit battre en retraite, bombardé d'oeufs et de projectiles divers alors qu'il est censé s'exprimer sur l'annonce de la fermeture du site, devant des salarié-es. Séquestration du PDG et du DRH de l'usine Sony de Pontonx-sur-l'Adour, dans les Landes. 2 semaines après c'est au tour des salarié-es du laboratoire pharmaceutique 3M de retenir leur directeur dans un bureau de l'usine de Pithiviers. Il est libéré 48 heures plus tard après signature d'un protocole d'accord préalable.

16 MARS : début de l'occupation des usines Amora-Maille de Dijon et d'Appoigny, et du centre logistique de Chevigny-Saint-Sauveur. 244 emplois sont menacés. Les délégués du CE exigent pas moins de 400 000€ par personne comme prime de licenciement. À Reims, des salarié-es de Continental balancent oeufs, chaussures et bouteilles contre les dirigeants du groupe lors du Comité central d'entreprise. Un mannequin représentant le directeur de leur usine a également été pendu. La réunion du CCE est reportée.



Rennes

17 MARS : Rognonas, sabotage contre un boîtier téléphonique Free et Neuf-Cegetel (groupe SFR). À Marseille, violents incidents au siège du Grand Port entre des salarié-es de l'Union navale Marseille (UNM), dernier chantier naval de réparation de la ville placé en liquidation judiciaire, et des responsables du port (portes enfoncées, tableaux arrachés des murs, fumigènes dans les couloirs, meubles renversés, portes vitrées brisées). “Ils ont jeté des caisses de sardines et d'oursins au visage du directeur général adjoint, dont les lunettes ont été cassées”, a précisé une porte-parole du GPMM.

18 MARS : à Paris, une manif sauvage d'étudiant-es (entre autres) donne lieu à des heurts avec la police et des dégradations entre Gobelins et Barbès. La police a essuyé des jets de projectiles après avoir chargé le cortège de 150 personnes qui s'en était pris aux vitrines d'un centre commercial et de deux agences bancaires. Aucune interpellation. Auparavant, l'Institut d'études politiques de Paris avait été occupé pour “dénoncer les inégalités dans l'enseignement supérieur”. L'établissement est évacué et fermé dès le lendemain, et l'ensemble des sites appartenant à Sciences-Po sont placés sous la surveillance des CRS.

21 MARS : à l'usine Faurecia (Auchel), le blocage continue. “Pour moi, la solution, ce serait une bonne révolution. Les manifestations, c'est bien, mais qu'est-ce que ça change?”. Dernière nouvelle de la matinée, Faurecia est prêt à payer 2 000 euros par tête, pour que le travail reprenne “au titre du préjudice moral, ils disent”, ricangent les ouvriers. Presque le double du salaire mensuel. Mais le piquet de grève ne bouge pas. 12 000 euros ont été ramassés dans les quêtes aux ronds-points et sur les marchés.

23 MARS : un incendie détruit 200 tonnes de papier aux papeteries Etienne (Marseille), au lendemain de l'annonce de mesures de chômage technique par le directeur. 4 jours plus tôt le scénario est quasi identique à l'usine Tembec (Tarascon) : 10 000 tonnes de bois partent en fumée peu après la fermeture du site pour cause de chômage technique.

25 MARS : Dijon, opération coup de poing des salarié-es d'Amora dans un hypermarché.

27 MARS : Rennes, 200 personnes au départ du campus de Villejean attaquent des vitrines de banques et divers commerces du centre ville, aux alentours de 23h30. Plus tôt, à Brest, le président de l'université de Bretagne occidentale a

“La tension monte...”

Ça fait même la une des journaux : “les séquestrations se multiplient ” (le figaro), “la chasse aux patrons est ouverte”(challenge)... *Les responsables politiques se demandent si tout cela est bien raisonnable et glosent sur ce qui est acceptable ou non, en temps de crise.*

La crise. C'est-à-dire une reconfiguration des hostilités : une occasion pour délocaliser encore plus, fermer les boîtes les moins rentables, renforcer le contrôle des chômeur-es et rendre la main d'œuvre toujours plus flexible (par le biais du RSA ou du dispositif des offres d'emploi raisonnables). Mais parler de crise, c'est aussi désigner une situation ouverte, un temps où des choses sont à gagner, des coups à rendre : l'occasion, pour les éternels perdants de la guerre économique, de renouer un peu avec des tactiques offensives. Reprendre la main sur nos propres vies et nous constituer en menace pour l'ordre des choses.

En Guadeloupe le mouvement “contre la profitation” a bien démarré pour des histoires de coût de la vie, pour réclamer des “mesures anti-crise”. Mais il a fini par tout emporter et mettre en cause directement le genre de vie qu'on nous fait, entre contrôle, exploitation et racisme institué. Les révolté-es de Guadeloupe, de Martinique et de la Réunion se sont donnés des moyens à la hauteur de la situation : blocage économique massif, avec piquets volants et des barrages devenus peu à peu des lieux de vie. Émeutes et affrontements parfois armés contre les policiers et les gendarmes débarqués par milliers de la Métropole. Formes de grèves “marchantes”, qui créent des situations politiques sous formes de discussions et de décisions collectives dans chaque boîte visitée, et où tout le monde parle, même le patron... La grève générale a vidé partiellement les supermarchés, mais elle n'a pas occasionné de pénurie complète. Au contraire : ça a amené de nombreuses personnes à entrer directement en contact avec des paysan-es qui pouvaient alors esquiver les ponctions garantissant les marges de la grande distribution. Ce qui s'est esquissé dans ces rencontres, c'est une autonomie matérielle possible, via des processus de mise en commun, à l'échelle de l'île.

Voilà ce qui a commencé à faire plier le gouvernement et une partie des patrons. Le mouvement ne s'est pas conformé aux codes et aux grammaires impuissantes des kermesses syndicales habituelles (mobilisation, journées d'actions, ultimatum de papier). Si les révolté-es ont commencé à gagner aux Antilles, c'est parce qu'ils ont su inventer leur puissance propre. Choisir leurs moyens de lutte et vivre réellement à travers eux. Dans ces temps tumultueux on ne mange plus de la même manière, on ne se parle plus de la même manière, on se lie autrement. Un monde se constitue hors des rythmes forcés du travail ou de l'oisiveté résignée des galériens. Un monde qu'on sait défendre s'il le faut, face à la police. L'ordre normal de la domination se décompose ainsi ça et là et recule chaque fois que de la politique devient réelle.

Mi-mars à Marseille, lors d'une auto-réduction, des clients renâclent jusqu'à ce qu'un des participants lâche : “mais ne vous en faites pas, on fait juste comme en Guadeloupe - Ah bon d'accord”. Ça semble emporter le morceau. La Guadeloupe c'est le mot de passe, le point de ralliement. Car, il y a bien quelque chose qui y a été gagné. Les pratiques de lutte deviennent désirables et circulent quand elles gagnent. Comme pour les séquestrations qui permettent d'arracher des indemnités inespérées ou l'occupation de la *Royal Bank of Scotland* à Lyon (avec à la clé le déblocage de crédits que des salarié-es d'une usine automobile étaient venus réclamer).

“Faire comme en Guadeloupe”, c'est-à-dire faire reculer le pouvoir, qu'il s'agisse du petit chef zélé ou du gouvernement. Parce qu'on est dans le réel, parce qu'on arrête de jouer le petit jeu des politiques, à attendre la prochaine élection, la prochaine négociation au sommet, la prochaine “grande journée pour le pouvoir d'achat et l'emploi”. Ça se joue ici, avec les moyens du bord : la production qu'on peut choisir de bazarder ou de garder sous le coude ; le cadre dirigeant à qui on peut dire ses quatre vérités et pendant 48 heures si nécessaires ; et tous les outils, tout le matos qu'on peut facilement transformer en barricades, en armes. La conflictualité est de fait de plus en plus clairement assumée. Un ouvrier

de l'usine Amora occupée déclarait à ce propos : “qu'ils amènent les flics, on fera comme dans les banlieues, on appellera nos potes”. Et effectivement des défilés syndicaux se terminent régulièrement en affrontements. On règle aussi des comptes avec les policiers. Le 30 mars à Bastia, un collégien est gravement atteint par un tir de Flash-Ball en pleine tête. 3 jours de coma. Une semaine plus tard, plusieurs centaines de manifestant-es venus dénoncer les violences policières attaquent les forces de l'ordre (70 fonctionnaires seront “contusionnés ou blessés”).

Lutter dans sa boîte, dans sa fac ou son quartier, c'est inverser localement les rapports de force, défaire points par points les positions dominantes (quand on met la misère à l'équipe de direction qui franchit un piquet de grève, quand on fait reculer des contrôleurs dans un bus de banlieue...). Les occupations d'usine ou de bahut, les grèves sauvages permettent chaque fois de rompre avec la routine de l'exploitation et des humiliations quotidiennes. Et ces interruptions sont autant d'occasions pour se rencontrer, nouer des solidarités improbables. Comme à Caterpillar, où des ouvrier-es, des squatteur-es venus en voisins et des étudiant-es en lutte se sont retrouvés sur les piquets, autour d'une cantine collective, et dans la rue, pour des actions de blocage.

Séquestrations à répétition, sabotages, actes de révoltes de toutes sortes... Des lieux de vie et de travail sont occupés, des barricades coupent sporadiquement la circulation dans les grandes villes... mais il n'y a pas vraiment de mouvement social, avec ses formes, son déroulement codifié. C'est assez flagrant dans les facs : le mouvement semble n'avoir ni début, ni fin. L'enchaînement des blocages et déblocages d'une fac à l'autre ou sur un même campus laisse l'impression étrange que cette grève continuera à hanter le monde universitaire bien au-delà de sa date de décès officielle, scellée par un recul du gouvernement ou un vote en AG. Pas un mouvement social, mais un désordre diffus, une effervescence peu contrôlable, avec ses embrasements disséminés. Ce qui relie les différents points de révolte reste largement virtuel : le sentiment “qu'il faudra bien que ça pète, que ça pourrait bien partir”. Que quelque chose arrive.

Les grandes centrales syndicales tentent bien d'orchestrer un peu le bazar. Pour éviter l'emballement, elles en appellent à une journée d'action tous les deux mois. Mais ça craque de partout en attendant et du côté des chômeur-es, des lycéen-es, des dockers et tant d'autres, ça commence à déborder même dans les grandes manifestations (échauffourées avec les forces de l'ordre, attaques à coups de pierres ou de peintures visant les banques, les locaux du Medef ou les boîtes d'intérim). Les négociations avec le gouvernement en deviennent presque caricaturales : en bon gestionnaires, la CGT et la CFDT viennent mettre dans la balance, contre quelques clopinettes, non pas leur pouvoir de mobilisation mais bien plutôt leur capacité à neutraliser et canaliser la “colère de la base”. “Parce qu'attention bientôt on ne les tiendra plus”.

Pendant ce temps, les militants se lamentent, en appellent à la formation d'un LKP version métropolitaine, un “front associatif et syndical uni”. Leurs vibrants appels à la grève générale ne sont évidemment pas suivis par les syndicats responsables, qui ont bien compris qu'ils ne maîtriseraient plus rien si les différentes luttes en cours se composaient et entraient en résonance. Comme une grande vague susceptible de mettre leur monde à l'envers.

Pour construire des liens à la base pratiquement, de foyers en foyers : il faudra faire sans eux. Sans les “partenaires sociaux”, sans les champions de la concertation et des “échanges constructifs”.

C'est ce que cherche à réaliser aussi ce petit bulletin : contribuer à ces mises en rapport, à la circulation des affects de révolte et des tactiques de lutte. Faire entendre notre petite musique, loin des couplets tout faits sur la crise ou des tristes rengaines du retour à la normale.

reçu un seau d'eau sur la tête alors qu'il déjeunait dans une brasserie, en représailles à ses tentatives pour forcer la reprise des cours. La Conférence des présidents d'université a quant à elle été fortement perturbée (manif de 400 étudiant-es et personnels) et doit trouver refuge dans l'enceinte militaire du Centre d'instruction navale. Fin de l'occupation des usines Amora après obtention d'indemnités de départ entre 65 000 et 100 000 euros selon l'ancienneté.

31 MARS : une cinquantaine de salarié-es de la Fnac et de Conforama bloquent le taxi de François-Henri Pinault (propriétaire des 2 enseignes), pendant une heure de temps et au cri de “Pinault sale escroc, la crise elle a bon dos”.

1^{ER} AVRIL : chez FCI Microconnections, à Mantes-la-Jolie, les salarié-es séquestrent leur patron après plus de six semaines de “mouvement préventif”. L'usine FCI en effet n'est pas censée fermer. Il n'y a pas eu de vagues de licenciement, et pas encore de chômage partiel. Mais les ouvrier-es craignent une délocalisation de leur entreprise à Singapour.

2 AVRIL : à Brest, de 12h30 jusqu'à 17h, environ 160 étudiant-es ont bloqué le port de commerce. “Un blocus économique” “pour gêner les patrons, et indirectement, le gouvernement”.

3 AVRIL : à Orléans des troncs d'arbres sont entassés et un chêne incendié devant les portes d'entrée de la fac de sport, de la résine introduite dans les serrures de l'IUT.

4 AVRIL : sabotages sur le réseau de gaz EDF Suez à Paris, Toulouse, Montpellier, et dans l'Essonne. La brigade criminelle est saisie. Depuis fin mars, les salarié-es de GDF Suez sont en grève et mènent diverses actions pour demander des augmentations de salaires. Le mouvement a été attisé par l'annonce que le PDG du groupe énergétique et son bras droit s'étaient attribués 1,1 million de stock-options, représentant un gain potentiel de plusieurs millions d'euros. Ils ont dû y renoncer après des protestations officielles.

6 AVRIL : 200 étudiant-es occupent le hall d'entrée de la présidence de l'université Rennes 2, bloquant le président et le personnel dans les étages. Les manifestants ont quitté les lieux sans incidents vers 21 heures après avoir exigé “un semestre blanc”, c'est-à-dire l'octroi automatique des examens pour tous les étudiants de l'université en grève ou bloquée depuis plus de 2 mois.

7 AVRIL : Bellegarde-sur-Valserine, séquestration pendant quelques heures de 4 dirigeants chez Scapa, pour protester contre un plan social et exiger de meilleures indemnités de licenciement. À l'université de Strasbourg, un groupe de 150 étudiants a investi la salle du conseil, perturbant une réunion de la présidence au cours de laquelle les 31 directeurs d'UFR présents venaient de voter la fin du blocage de l'université, en violation de la décision de l'AG. Une trentaine d'étudiant-es ont retenu pendant quelques heures le président de l'université d'Orléans dans son bureau. Même méthode mais atmosphère plus tendue au Crous de Paris, où des étudiant-es ont retenu pendant presque deux heures le directeur de l'établissement, suite à l'échec d'une opération “repas gratuit”. Contrôle d'identité musclé et plusieurs arrestations, malgré les protestations de certains employé-es du Crous.

9 AVRIL : des salarié-es de l'établissement de Brières-les-Scellées de l'équipementier automobile Faurecia ont retenu trois cadres dirigeants de leur entreprise pour protester contre les modalités financières du plan social annoncé en décembre. Le même jour : nouvelles coupures sauvages de gaz et d'électricité à Paris, Toulouse, Montpellier, Lille, dans le cadre d'une journée d'action chez GDF Suez. Plusieurs communes de moyenne importance ont été intégralement plongées dans le noir, ainsi que des zones commerciales (dont un super marché du groupe Carrefour) et des sous-préfectures. Plusieurs sites d'EDF et de GDF sont occupés depuis une quinzaine de jours en Midi-Pyrénées. À Marseille une partie du 2e étage du bâtiment principal de la fac Saint-Charles a été saccagée (tags, bris de verre et de matériel).

11 AVRIL : les salarié-es de l'usine Rencast à Thonon-les-Bains détruisent une partie de la production destinée à Renault et PSA. Les salarié-es ont remis dans le fourneau en fusion une partie de leur production. Cela fait suite à la mise en liquidation du groupe le 18 mars.

